

Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich
a.s.b.l.

29, rue Benjamin Franklin
L – 1540 L u x e m b o u r g

Réf.: 82/2012/10 CH
prière de rappeler dans toute correspondance

Luxembourg, le 26 février 2013

Madame,
Monsieur,

Je me permets de revenir par la présente à l'objection formulée contre la décision du conseil communal du 8 octobre 2012 en rapport avec une modification de la partie graphique du plan d'aménagement général pour un ensemble des terrains sis aux abords de la rue d'Alsace et inscrit au cadastre sous les numéros 499/7355, 4997356 et 534/7896 de la section HoA de Hollerich en vue de son reclassement comme « terrain réservé aux édifices et installations d'intérêt public avec leurs équipements et infrastructures nécessaires »,

pour vous communiquer, en annexe, un extrait du procès-verbal de la séance du collège des bourgmestre et échevins du 22 février 2013.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Bourgmestre,



Réf.: 82/2012/10

Luxembourg, le 22 février 2013

Le collège des bourgmestre et échevins,

...

Réunion en vue de l'aplanissement des difficultés résultant de l'objection présentée dans le cadre de la modification ponctuelle de la partie graphique du plan d'aménagement général de la Ville pour un ensemble de terrains sis aux abords de la rue d'Alsace (« Fixerstuff »)

Considérant que par sa décision du 8 octobre 2012, le conseil communal s'est déclaré d'accord avec une modification de la partie graphique du plan d'aménagement général pour un ensemble de terrains sis aux abords de la rue d'Alsace et inscrit au cadastre sous les numéros 499/7355, 4997356 et 534/7896 de la section HoA de Hollerich, actuellement classé comme « terrain à étude – ensemble à restructurer », régi par les dispositions des articles F.2 et F.2.a) de la partie écrite du PAG ;

Considérant que cette modification prévoit le reclassement des parcelles visées, sises aux abords de la rue d'Alsace, d'une surface de quelques 46 ares, comme « terrain réservé aux édifices et installations d'intérêt public avec leurs équipements et infrastructures nécessaires » en vue de permettre la réalisation, par les soins de l'Etat, d'un foyer d'urgence pour toxicomanes, sachant que les terrains réservés concernent « certaines parties du territoire destinées à recevoir des bâtiments et des équipements publics réservés aux activités d'utilité publique ou d'intérêt général » et sont régis par les dispositions de l'article F.1 de la partie écrite du plan d'aménagement général ;

Considérant que dans le cadre de la procédure d'approbation, qui se fait suivant la procédure retenue par le chapitre 3 – procédure d'adoption du plan d'aménagement général – de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, telle que modifiée par la loi du 28 juillet 2011, la proposition de modification a été déposée pendant 30 jours complets, à partir du 22 octobre 2012, à la maison communale où le public a pu en prendre connaissance ; que cet affichage a été publié en date du 22 octobre 2012 dans quatre quotidiens publiés et imprimés au Grand-Duché de Luxembourg ; qu'un résumé de la proposition de modification a été mis à la disposition du public sur le site électronique <http://pag.vdl.lu;>

Considérant qu'une réunion d'information avec la population a été tenue par le collège des bourgmestre et échevins, à l'Hôtel de Ville, place Guillaume II, en date du 30 octobre 2012, ceci en application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Considérant que suivant l'article 13 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, les observations et objections contre la modification proposée ont dû être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins, dans un délai de trente jours de ladite publication du dépôt de la proposition de modification, ceci sous peine de forclusion ;

Considérant que dans ce délai, deux objections ont été introduites, l'une, en date du 19 novembre 2012, par le Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l. et l'autre, en date du 21 novembre 2012, par la société Paul Wurth S.A. ;

Considérant qu'il appartient au collège des bourgmestre et échevins d'entendre les réclamants en vue de l'aplanissement des difficultés ; que cette procédure se fait en application de l'article 13 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Considérant qu'il a convoqué les réclamants à sa séance de ce jour pour les entendre au vœu de la loi ;

- Monsieur François Dahm, président du Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l. et Madame Jacquie Lakaff, secrétaire du Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l. entrent en séance

Entend M. Bausch précisant que la mission du collège échevinal se limite à entendre les opposants en vue de l'aplanissement des difficultés résultant de leur objection ;

Entend Madame Lakaff retraçant brièvement le contenu du courrier présentée le 19 novembre 2012 par le Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l. pour rappeler qu'une analyse du rapport du groupe de travail se composant de représentants de la Ville de Luxembourg, du Ministère de la Santé et du Département des Travaux Publics et établi dans le cadre de la détermination du site pour le foyer d'urgence pour toxicomanes (Fixerstuf), fait ressortir clairement que le site en discussion à Bonnevoie devrait l'emporter sur le site projeté aux abords de la rue d'Alsace ; que suivant les dernières constatations de la police le marché des drogues se fait partout dans le pays et non pas seulement à proximité de la Gare ; que dès lors pour le Syndicat il n'y a pas d'autre alternative que d'implanter le foyer pour toxicomanes à Bonnevoie et de respecter ainsi les conclusions du rapport précité ;

Entend Monsieur Bausch rappelant que ce n'est pas la Ville mais l'Etat qui est responsable pour la réalisation du foyer d'urgence pour toxicomanes et que l'Etat, en se basant sur les expériences faites à l'étranger, part du principe que la Gare est le point de repère pour les toxicomanes ; que de toute façon tout le monde est d'accord pour dire que le problème de la drogue ne se limite pas au territoire de la Ville mais qu'il s'agit d'un fléau qui touche tout le Grand-Duché et qu'il est dès lors jugé important que des foyers d'urgence pour toxicomanes soient prévus à travers tout le pays ;

Entend Monsieur Dahm estimant qu'il importerait plutôt de construire des cliniques pour soigner les toxicomanes que des foyers d'urgence pour fournir la came aux drogués ;

Entend Madame Polfer répondre que la solution n'est pas si simple alors qu'il n'y a que peu d'addicts qui ont la ferme volonté de se laisser soigner ;

- Monsieur François Dahm, président du Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l. et Madame Jacquie Lakaff, secrétaire du Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l. quittent la séance

...

Pour extrait conforme,
Le Secrétaire général,

